Le Rœulx

Procès-verbal du Conseil communal du 25 juin 2025

Présents : Madame Virginie KULAWIK, Bourgmestre - Présidente;
Monsieur Ronny TOURNAY, Monsieur Damien SAUVAGE, Monsieur Jean-Francis FORMULE, Monsieur Jérôme WASTIAU, Échevins;
Madame Martine PATERNOSTRE, Présidente du CPAS;
Monsieur Emmanuel DELHOVE, Monsieur Géry BOMBART, Madame Caroline CHARPENTIER, Madame Patricia GRACEFFA, Monsieur Grégory LUCAS, Monsieur Lenny FERRETTI, Madame Pascale MARBAIX, Monsieur José MAES, Monsieur Jean-Christophe STIEVENART, Madame Virginie DRUGMAND, Monsieur Bruno RAVALDI, Madame Mélanie COUSIN, Monsieur Simon WILLEMS, Conseillers;
Madame Marina Carvalho, Directrice Générale ff;

Il est 19 H 30. La Présidente ouvre la séance.

SEANCE PUBLIQUE

FINANCES

1. Tutelle spéciale d'approbation – Compte 2024 du C.P.A.S.

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu la délibération du 27/05/2025 par laquelle le Conseil de l'Action sociale du C.P.A.S. du Roeulx a arrêté son compte 2024,
Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, notamment son titre VI débutant avec l'article L3162-1,
Vu la Circulaire budgétaire de Monsieur le Ministre, relative à l'élaboration du budget 2025 des communes de la Région Wallonne,
Vu les pièces justificatives jointes au compte 2024 du C.P.A.S. du Roeulx et la complétude du dossier,
Considérant qu'il convient d'approuver le compte de l'exercice 2024 du C.P.A.S.,
Vu l'avis de légalité demandé au Directeur financier en date du 02/06/2025, conformément à l'article L1124-40&1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation,
Vu son avis favorable émis en date du 10/06/2025,
Après en avoir délibéré,
Par 13 voix "pour" de IC,
Par 6 abstentions de Horizons Citoyens,
DECIDE :
Article 1 :
D'approuver le compte 2024 du C.P.A.S. aux chiffres suivants :

	+/-	Service ordinaire	Service extraordinaire
Droits constatés de l'exercice		10.179.585,30	1.360.721,47

Non-valeurs et irrécouvrables	=	2.990,74	0,00
Droits constatés nets	=	10.176.594,56	1.360.721,47
Engagements de l'exercice	-	9.305.108,73	1.352.077,76
Boni budgétaire :		**871.485,83**	**8.643,71**
Droits constatés nets		10.176.594,56	1.360.721,47
Imputations	-	9.270.765,26	1.026.600,57
Boni comptable :		**905.829,30**	**334.120,90**

Article 2 :

De transmettre la présente délibération au Conseil de l'Action sociale du C.P.A.S. du Roeulx ainsi qu'au Directeur financier.

2. Tutelle spéciale d'approbation – Modification budgétaire n°1/2025 du C.P.A.S.

Le Conseil communal siégeant en séance publique,

Vu la délibération du 27/05/2025 par laquelle le Conseil de l'Action sociale du C.P.A.S. du Roeulx arrête sa première modification budgétaire ordinaire et extraordinaire 2025 ;

Vu le code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment son titre VI débutant avec l'article L3162-1 ;

Vu la Loi Organique des centres publics d'action sociale, et notamment l'article 112bis relative à la tutelle spéciale d'approbation sur les actes des CPAS ;

Vu la Circulaire budgétaire de Monsieur le Ministre relative à l'élaboration du budget 2025 des communes de la Région Wallonne ;

Vu les pièces justificatives jointes à cette première modification budgétaire et la complétude du dossier ;

Considérant qu'il convient d'approuver la modification budgétaire n°1 du budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2025 du C.P.A.S. ;

Vu l'avis de légalité demandé au Directeur financier en date du 02/06/2025, conformément à l'article L1124-40&1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu son avis favorable émis en date du 10/06/2025 ;

Après en avoir délibéré,

Par 13 voix "pour" de IC,

Par 6 abstentions de Horizons Citoyens,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la modification budgétaire n°1/2025 du CPAS aux chiffres suivants :

	Service ordinaire	*Service extraordinaire*
Recettes totales exercice propre	*9.770.286,88 €*	*342.000,00 €*
Dépenses totales exercice propre	*10.587.805,00 €*	*357.000,00 €*
Mali/Boni exercice propre	*- 817.518,12 €*	*- 15.000,00 €*
Recettes exercices antérieurs	*880.341,09 €*	*8.643,71 €*
Dépenses exercices antérieurs	*5.041,94 €*	*4.443,14 €*
Prélèvements en recettes	*0,00 €*	*15.000,00 €*
Prélèvements en dépenses	*57.781,03 €*	*4.443,14 €*
Recettes globales	*10.650.627,97 €*	*365.643,71 €*
Dépenses globales	*10.650.627,97 €*	*361.443,14 €*
Boni / mali global	*0,00 €*	*4.200,57 €*

Article 2 :
De transmettre la présente délibération au Conseil de l'Action sociale du C.P.A.S. du Roeulx ainsi qu'au Directeur financier.

3. Tutelle spéciale d'approbation - Compte 2024 de la fabrique d'église Saint-Géry à Thieu

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Le Conseil communal,
Vu la délibération du 15 avril 2025 par laquelle le Conseil de la fabrique d'église Saint-Géry à Thieu a décidé d'arrêter le compte de l'exercice 2024 ;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et plus précisément son titre VI débutant avec l'article L3162-1 ;
Considérant qu'en date du 6 mai 2025, le Chef diocésain a arrêté définitivement les dépenses effectuées pour la célébration du culte et a approuvé le surplus du compte *sans remarque* ;
Vu les pièces justificatives jointes audit compte ;
Vu l'avis de légalité demandé au directeur financier en date du 6 mai 2025, conformément à l'article L1124-40&1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
Considérant que le directeur financier n'a pas fait usage de son droit d'avis, la dépense à approuver ne dépassant pas le seuil de 30.000€ htva ;
Vu la décision du Collège communal du 28/05/2025 pour proroger de 20 jours le délai de tutelle pour l'examen dudit compte, soit jusqu'au 06/07/2025 maximum ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
La délibération du 15 avril 2025 par laquelle le Conseil de la fabrique d'église Saint-Géry à Thieu a décidé d'arrêter le compte de l'exercice 2024, est approuvée aux chiffres suivants :

Recettes :

Recettes ordinaires du chapitre I approuvées par l'Evêque	***18703,65€***
-dont un supplément communal de secours (R17)	*6790,47€*
Recettes extraordinaires du chapitre II approuvées par l'Evêque	***10172,57€***
-dont un boni de l'exercice 2023 (R19)	*10172,57€*
-dont un subside extraordinaire communal (R25)	*0€*
TOTAL DES RECETTES	***28876,22€***

Dépenses :

Dépenses du chapitre I arrêtées par l'Evêque	***2274,21€***
Dépenses ordinaires du chapitre II approuvées par l'Evêque	***16546,64€***
-dont dépenses de personnel (D16 à D26)	*7596,27€*
-dont dépenses d'entretien (D27 à D35d)	*1275,81€*
Dépenses extraordinaires du chapitre II approuvées par l'Evêque	***0,00€***
-dont un déficit de l'exercice 2023 (D51)	***0€***
TOTAL DES DÉPENSES	***18820,85€***

RESULTAT DU COMPTE 2024 APPROUVÉ PAR L'EVÊQUE	***10055,37€***

Article 2 :
Expédition de la présente délibération :

- ***Au conseil de la fabrique d'église Saint-Géry de Thieu.***
- ***A Monseigneur l'Evêque de Tournai.***

Article 3 :
En vertu de l'art. L3162-3. §1er, l'organe représentatif du culte d'un établissement visé à l'article L3111-1, §1er, 7°, et financé au niveau communal dont l'acte a fait l'objet d'une décision de refus d'approbation ou d'une décision d'approbation partielle de la commune et l'établissement concerné, peut introduire un recours auprès du gouverneur dans les trente jours de la réception de la décision de l'autorité de tutelle. Une copie du recours est adressée au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation et, le cas échéant, aux intéressés au plus tard le dernier jour du délai de recours.

4. Demande de provision - bibliothèque

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Vu le Chapitre III du Règlement général de la comptabilité communale et plus particulièrement l'article 31 §2 ;
Vu la demande adressée par Madame Sylvie Bruno au Directeur financier, en date du 09/05/2025, par laquelle elle sollicite la mise à disposition d'une provision de 500€, et transmise au Collège communal du 04/06/2025 ;
Attendu que Madame Bruno est amenée à effectuer diverses commandes, notamment sur Internet, dans le cadre de ses attributions pour lesquelles des paiements au comptant ou par carte visa doivent être effectués sans qu'il soit matériellement possible de suivre la procédure d'engagement, d'ordonnancement et de mandatement prévue à l'article 51 du RGCC ;
Considérant qu'il convient d'allouer à Madame Bruno, employée administrative à la bibliothèque, une provision de caisse d'un montant de 300€ pour lui permettre de faire face aux diverses dépenses rendues nécessaires pour le bon fonctionnement de la bibliothèque ;
Vu la liste actuelle des différentes provisions accordées aux membres du personnel :

Fonds de caisse Service Population	50,00 €
Fonds de caisse Service taxi social	10,00 €
Fonds de caisse Bibliothèque	50,00 €
Cyrille Roseau	1000,00 €
Fonds de caisse Office du Tourisme	200,00 €
Christophe Zanin	620,00 €
Alessandra D'Angelo	400,00 €
Dimitri Deblander (Info-com)	2.500,00 €
Provision Jérôme Fafchamps	2.000,000 €
TOTAL	6.830,00 €

Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
De mettre à disposition de Madame Sylvie Bruno, employée administrative à la bibliothèque, une provision de caisse d'un montant de 300€ pour l'engagement et le

paiement au comptant ou par carte Visa de menues dépenses nécessaires au fonctionnement de la bibliothèque de la Ville du Roeulx.

Article 2 :

De charger Madame Sylvie Bruno de dresser au 31 décembre de chaque exercice un décompte chronologique détaillé des mouvements de caisse opérés, lequel sera joint aux pièces du compte d'exercice consultables par les conseillers.

Article 3 :

D'arrêter comme suit la nouvelle liste des provisions accordées aux membres du personnel :

Fonds de caisse Service Population	***50,00 €***
Fonds de caisse Service taxi social	***10,00 €***
Fonds de caisse Bibliothèque	***50,00 €***
Provision Cyrille Roseau	***1.000,00 €***
Fonds de caisse Office du Tourisme	***200,00 €***
Provision Dimitri Deblander (Info-com & OT)	***2.500,00€***
Provision Christophe Zanin	***620,00 €***
Provision Alessandra D'Angelo	***400,00 €***
Provision Jérôme Fafchamps	***2.000,00 €***
Provision Sylvie Bruno	***300,00 €***
TOTAL	***7.130,00 €***

Article 4

De transmettre la présente délibération au Directeur financier.

5. Ville du Roeulx : rapport de rémunération - Exercice 2024

Le Conseil communal siégeant en séance publique,

Vu les arrêtés ministériels du 11 avril 2022 modifiant l'arrêté ministériel du 14 juin 2018 pris en exécution de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment l'article L1122-30 ;

Vu la Circulaire de Monsieur Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville ;

Considérant que le *"Conseil communal [...] établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et titulaires de la fonction dirigeante locale"* ,

Vu les modèles de rapport de rémunération à utiliser pour satisfaire aux obligations introduites par l'article 71 du décret du 29 mars 2018 ;

Considérant qu'aucun avantage en nature n'a été perçu ;

Considérant que le rapport en annexe fait partie intégrante de la présente délibération ;

Considérant que ce rapport de rémunération doit être transmis au Gouvernement Wallon ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

A l'unanimité,

DECIDE :
Article 1 :
De prendre acte du rapport de rémunération écrit en annexe faisant partie intégrante de la délibération et reprenant le relevé individuel et nominatif des jetons et rémunérations perçus dans le courant de l'exercice 2024.
Article 2 :
De transmettre le rapport au Gouvernement Wallon.

6. RCA : rapport de rémunération - Exercice 2024

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1231-4 à L1231-10 et l'article L6421-1&1 ;
Vu les statuts de la Régie Communale Autonome du Roeulx adoptés par le Conseil communal du Roeulx en séance du 20 avril 2009,
Vu la Circulaire de Monsieur Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville ;
Considérant que le *"Conseil communal [...] établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et titulaires de la fonction dirigeante locale"* ;
Vu les modèles de rapport de rémunération à utiliser pour satisfaire aux obligations introduites par l'article 71 du décret du 29 mars 2018 ;
Considérant qu'aucun avantage en nature n'a été perçu ;
Considérant qu'aucune rémunération n'a été octroyée ;
Considérant que des jetons de présence ont été octroyés pour l'exercice 2024 ;
Considérant que le rapport en annexe fait partie intégrante de la présente délibération ;
Considérant que ce rapport de rémunération doit être transmis au Gouvernement Wallon ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
De prendre acte du rapport de rémunération écrit en annexe faisant partie intégrante de la présente délibération et reprenant le relevé individuel et nominatif des jetons et rémunérations perçus dans le courant de l'exercice 2024.
Article 2
De transmettre le rapport de rémunération au Gouvernement Wallon.

REGIE COMMUNALE AUTONOME

7. Régie Communale Autonome - Rapport d'activités et comptes annuels 2024

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1231-4 à L1231-13 et L3131-1;
Vu les statuts de la Régie Communale Autonome du Roeulx adoptés par le Conseil communal du Roeulx en séance du 20 avril 2009 et ses modifications ultérieures, notamment les articles 64, 66, 68, 72, 73 et 76;
Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ;
Vu la délibération du Conseil d'administration de la Régie Communale Autonome du 11 juin 2025 par laquelle celui-ci a arrêté le rapport d'activités et les comptes annuels 2024 ;

Vu les rapports du Collège des commissaires annexés aux comptes annuels 2024 ;
Entendu la présentation du rapport d'activités 2024 par Monsieur Ronny Tournay, Président de la Régie ;
Entendu la présentation des comptes annuels 2024 par le Commissaire réviseur ;
Considérant que le bilan 2024 reflète la situation financière de la Régie communale autonome du Rœulx;
Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'approuver les comptes annuels et le rapport d'activités de la Régie;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1er :
D'approuver les comptes annuels 2024 de la Régie Communale Autonome du Roeulx dont le total du bilan s'élève à 5.004.386,69€ et le compte de résultats se clôture par un bénéfice de l'exercice à affecter de 494,68€.
Article 2 :
Conformément à l'article 76 des statuts de la Régie, 15% des bénéfices nets de l'exercice seront conservés par la Régie pour la constitution de la réserve (74,2€). Le solde du bénéfice, après prélèvement du précompte mobilier (420,48€), sera versé à la caisse communale.
Article 3 :
La présente délibération sera transmise au Directeur financier.

8. Régie Communale Autonome - Décharge aux administrateurs et aux commissaires

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1231-4 à L1231-13 et L3131-1,
Vu les statuts de la Régie Communale Autonome du Roeulx adoptés par le Conseil communal du Roeulx en séance du 20 avril 2009, et leurs modifications ultérieures, notamment l'article 68,
Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises,
Vu la délibération du Conseil communal de ce 25 juin par laquelle celui-ci a approuvé les comptes annuels 2024 de la Régie communale autonome du Roeulx,
Considérant qu'il appartient au Conseil communal de se prononcer, par un vote spécial, sur la décharge des membres des organes de gestion et de contrôle de la régie pour leur gestion de celle-ci,
Considérant que les comptes annuels 2024 de la Régie Communale Autonome du Roeulx ne contiennent ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la Régie,
Après en avoir délibéré en séance publique ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
La décharge est accordée aux administrateurs de la Régie Communale Autonome du Roeulx pour l'accomplissement de leurs mandats au cours de l'exercice écoulé.
Article 2 :
La décharge est accordée au Collège des commissaires de la Régie Communale Autonome du Roeulx pour l'accomplissement de leur mandat au cours de l'exercice écoulé.

9. RCA : modification des statuts

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1231-1 à L1231-15,
Vu les statuts de la Régie Communale Autonome du Roeulx adoptés par le Conseil communal du Roeulx en séance du 20 avril 2009 et leurs modifications ultérieures du 29 juin 2010, du 5 octobre 2010, du 13 novembre 2012, du 19 décembre 2013, du 11 février 2019 ;
Attendu qu'il est proposé au Conseil de modifier les statuts de la RCA afin notamment de permettre la constitution d'un capital souscrit par apport en espèce, et aussi d'adapter les statuts en conformité avec les dernières législations en vigueur,
Considérant le projet de statuts modifiés ci-annexés et validé par le Conseil d'administration de la Régie en date du 11 juin 2025,
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
D'approuver les statuts modifiés de la Régie communale autonome du Roeulx, tels qu'annexés à la présente délibération.
Article 2 :
De transmettre les statuts modifiés aux autorités de tutelle.

10. RCA : contrat de gestion

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu les statuts de la Régie Communale Autonome du Roeulx adoptés par le Conseil communal du Roeulx en séance du 20 avril 2009 et leurs modifications ultérieures,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1231-1 à L1231-15, et plus précisément l'article L1231-9 §1er : « La Commune conclut un contrat de gestion avec la régie communale autonome. Ce contrat précise au minimum la nature et l'étendue des tâches que la régie communale autonome devra assumer, ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de ses missions. (...) »
Considérant qu'il est proposé au Conseil d'approuver le contrat de gestion actualisé joint à la présente délibération, lequel a été approuvé par le Conseil d'administration de la RCA en date du 11 juin 2025,
Après en avoir délibéré,
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
D'approuver le contrat de gestion, tel qu'annexé à la présente délibération.

DIVERS

11. Convention de collaboration Ville - RCA - AC LE ROEULX quant à la gestion des installations du stade de football du Roeulx - Approbation

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 ,
Considérant le projet de convention en annexe de la présente, à conclure entre la Ville du Roeulx, la RCA et l'AC LE ROEULX ;

Considérant que ladite convention a pour objet de définir les droits et obligations des parties à la convention quant à la gestion des installations du Stade de football du Roeulx, sis Rempart des Arbalestriers à 7070 Le Roeulx ;
Considérant que la convention prendra cours au jour de sa signature et ce, pour une durée indéterminée ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
D'approuver la convention telle qu'annexée à la présente délibération, laquelle fait partie intégrante de celle-ci.

12. Revente de biens meubles déclassés - Service travaux

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;
Vu la Circulaire du 26 avril 2011 relative aux achats et aux ventes de biens meubles ;
Vu le nouveau Règlement Général sur la comptabilité communale ;
Vu la décision du Conseil Communal du 14 avril 2025 de déclasser les biens meubles communaux pour la revente et de charger le Collège Communal :
- d'organiser la vente via Auctelia pour les biens, hors véhicules.
- d'organiser la vente en gré à gré des 5 véhicules (publication sur le site internet, affichage) selon la procédure de vente reprise en annexe et de désigner les acheteurs en fonction des offres reçues ;
Considérant la demande d'Auctelia de présenter leur nouvelle évaluation, reçue en date du 02 mai 2025 ;

2 souffleurs thermique Dolmar PB-252.4	30€	
2 brosses pour balayeuse de sol	20€	
Disqueuse Metabo	5€	
Chargeur de batterie Deca	10€	
Perforateur-burineur sur accu Metabo	10€	
Portail en fer forgé 2 ouvrants	100€	
Camion tri benne Volvo	2.000€	
Camionnette Peugeot Expert A1	1.500€	
Camionnette Peugeot Expert	500€	
Véhicule Citroën Nemo	200€	
Véhicule électrique Fort E1	200€	
Total	4.575	euros

Considérant que les montants fixés par Auctelia sont des prix de départ pour la mise en vente publique via leur plateforme ;
Considérant qu'Auctelia nous propose un prix de réserve de 3.900euros pour l'ensemble hors TVA et hors frais de vente ;
Considérant que l'ancien prix de réserve proposé par Auctelia, en date du 07 février 2025, était de 1.500euros pour l'ensemble hors TVA et hors frais de vente ;
Considérant que la vente des véhicules peut être proposés à une vente aux enchères via l'accord-cadre Ordi01-2023 ;
Considérant que la nouvelle offre d'Auctelia pour les véhicules semble suffisante ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,

DECIDE :
Article 1 :
D'accepter l'offre d'Auctelia et la mise en vente publique via leur plateforme pour l'ensemble des biens déclassés.
Article 2 :
De transmettre la présente décision au Directeur des Finances.
Article 3 :
De charger le Collège Communal d'organiser la vente via Auctelia pour les biens ci-dessus.

13. Renouvellement de la convention de collaboration avec Mpact pour la plateforme de covoiturage Carpool

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30, qui attribue au Conseil communal la compétence pour approuver les conventions à conclure par la commune ;
Vu la convention (voir annexe) proposée par l'asbl Mpact, en date du 6 mai 2025, concernant l'utilisation de la plateforme de covoiturage Carpool dans le cadre d'une mission confiée par la Région wallonne – Service Public de Wallonie (SPW Mobilité – DG02) ;
Vu l'objectif poursuivi par cette convention, à savoir encourager la mobilité durable par la promotion du covoiturage au sein de la population rhodienne, au travers d'outils gratuits mis à disposition des citoyens et de la Ville ;
Considérant que la Ville du Roeulx bénéficiait déjà d'un partenariat avec Mpact et qu'il s'agit ici d'un renouvellement du dispositif, dans des conditions analogues à la convention précédente ;
Considérant que la présente convention précise les engagements respectifs de Mpact et de la Ville, à savoir :

- pour Mpact : mise à disposition de la plateforme Carpool, de l'intégration de l'iframe sur le site communal, et d'un accompagnement en matière de communication et de support,
- pour la Ville : promotion de Carpool (au moins deux fois par an) via ses canaux de communication ;

Considérant que la convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, avec possibilité de résiliation annuelle par simple notification par mail, deux mois avant la date anniversaire du contrat ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1:
D'approuver le renouvellement de la convention de collaboration entre la Ville du Roeulx et l'asbl Mpact concernant la plateforme de covoiturage Carpool.

14. Bulles textiles Curitas - Renouvellement de la convention pour une durée de 2 ans

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Le Conseil communal en séance publique,
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment l'article L1122-30 ;
Considérant que l'ASBL "Curitas" sollicite un renouvellement de la convention existant entre elle et la Ville du Roeulx en raison de la fin de sa durée de validité ;
Considérant que la convention concerne les bulles textiles présentes au sein de l'entité ;

Considérant que cette convention est mise en place afin d'entrer dans un cadre légal, comme le préconise l'arrêté wallon déterminant les modalités de gestion de la collecte des déchets textiles ménagers, ceci même lorsque les conteneurs sont placés sur des terrains privés ;
Considérant que les termes et conditions de ladite convention sont identiques à la précédente convention ;
Considérant que des bulles textiles "Curitas" se situent aux endroits suivants :
Sur le domaine privé :
- Parking du magasin SPAR (Chaussée de Mons 14 à 7070 Le Roeulx) ;
- Parking de l'entreprise CARLIER ACTIVITY (Rue du Marais 12 à 7070 Ville-sur-Haine)
Considérant que le renouvellement de ladite convention n'implique pas l'installation de nouvelles bulles à textiles au sein de l'entité, dont le nombre actuel est jugé suffisant ;
Considérant que la mise à disposition de ces bulles textiles permet aux citoyens de déposer leurs textiles ménagers, secs et non souillés ;
Considérant que depuis janvier 2025, la loi interdit de jeter des textiles dans les déchets résiduels (sauf s'ils sont mouillés ou souillés) et ce, afin de favoriser la réutilisation et le recyclage des textiles pour limiter leur impact environnemental ;
Considérant que ladite convention propose une collaboration pour une durée de 2 ans, reconductible tacitement pour la même durée, soit 4 ans au total, c'est-à-dire jusqu'au 30/04/2029 ;
Considérant que ce point a reçu l'accord de principe du Collège communal en séance du 30/04/2025 ;
Considérant le dossier de demande ci-joint ;
Après avoir délibéré ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
De marquer son accord sur le renouvellement de la convention proposée par l'ASBL "CURITAS" pour une durée de 2 ans, reconductible tacitement pour la même durée, à savoir un total de 4ans.
Article 2 :
De communiquer le renouvellement de la convention à l'ASBL.

15. HYGEA - AG ordinaire et extraordinaire du 26 juin 2025

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement le Livre V de la première partie relatif aux modes de coopérations entre communes ;
Considérant l'affiliation de la Ville à l'Intercommunale HYGEA ;
Considérant que la Ville a été mise en demeure de délibérer par mail du 20 mai 2025;
Considérant que la Ville doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;
Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Ville à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 26 juin 2025 ;
Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;
Considérant que, conformément à l'article L1523-12 du CDLD, les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil sur chaque point à l'ordre du jour et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué

dispose d'un droit de vote libre correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;
Considérant que le conseil communal, et s'il échet, le conseil provincial et le conseil de l'action sociale, vote sur l'ensemble des points de l'ordre du jour. Chacun de ses membres peut exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs points qu'il désigne. Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les points ainsi désignés, et il porte sur les points dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé ;
Considérant la note de synthèse reçue de l'intercommunale HYGEA ;
Assemblée générale ordinaire :

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la présentation et l'approbation du rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2024 ;

Considérant qu'en date du 20 mai 2025, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la présentation du bilan et comptes de résultats 2024 et du rapport de gestion 2024 ;
- Considérant que le **troisième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport du Commissaire
- Considérant que le **quatrième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du rapport d'évaluation annuel 2024 du Comité de rémunération ;

Considérant qu'en date du 20 mai 2025, le Conseil d'Administration a approuvé le rapport d'évaluation annuel 2024 du Comité de rémunération annexé au rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

- Considérant que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du rapport de rémunération du Conseil d'Administration ;

Considérant qu'en date du 20 mai 2025, le Conseil d'Administration a adopté le rapport de rémunération 2024 au Conseil d'Administration annexé au rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

- Considérant que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du bilan et comptes de résultats 2024 et du rapport de gestion 2024 qui comprennent les 2 rapports repris aux quatrième et cinquième points ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs au Bilan et aux comptes de Résultats 2024 et du rapport de gestion 2024 et ses annexes et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'affectation du résultat, telle que présentée par le Conseil d'Administration et dans les comptes annuels précités ;
- Considérant que le **huitième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 30 § 2 des statuts d'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2024, aux Administrateurs ;

- Considérant que le **neuvième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Commissaire ;

Qu'en effet, conformément à l'article 30 § 2 des statuts d'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2024, au Commissaire ;

- Considérant que le **dixième point** inscrit à l'ordre du jour porte la désignation du réviseur d'entreprises en qualité de commissaire pour les années comptables 2025, 2026 et 2027 suite à une procédure négociée sans publication préalable ;
- Considérant que le **onzième point** porte sur la composition du Conseil d'Administration - Modifications

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 15 octobre 2024 a acté la démission de Monsieur Michaël CHEVALIER, Conseiller communal à Colfontaine et Administrateur HYGEA à dater du 02 décembre 2024.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 28 novembre 2024 a acté la désignation de Monsieur Giuseppe SCINTA, Conseiller communal à Colfontaine, en tant qu'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA en lieu et place de Monsieur Michaël CHEVALIER.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 15 octobre 2024 a acté la démission de Monsieur Philippe DEBAISIEUX, Conseiller communal à Frameries et Administrateur HYGEA à dater du 02 décembre 2024.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 28 novembre 2024 a acté la désignation de Madame Gaëlle PISTONE, Conseillère communale à Frameries, en tant qu'Administratrice au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA en lieu et place de Monsieur Philippe DEBAISIEUX.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 15 octobre 2024 a acté la démission de Monsieur Michel DOYEN, Conseiller communal à Saint-Ghislain et Administrateur HYGEA à dater du 02 décembre 2024.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 28 novembre 2024 a acté la désignation de Monsieur François DUVEILLER, Conseiller communal à Saint-Ghislain, en tant qu'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA en lieu et place de Monsieur Michel DOYEN.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 28 novembre 2024 a acté la démission de Monsieur Joris DURIGNEUX, Conseiller communal à Dour et Administrateur HYGEA, à dater du 02 décembre 2024.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 21 janvier 2025 a acté la désignation de Monsieur Xavier DUPONT, Conseiller communal à Ecaussinnes, en tant qu'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA en lieu et place de Monsieur Joris DURIGNEUX.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 28 novembre 2024 a acté la démission de Madame Colette VAN HOORDE, Conseillère communale à Mons et Administratrice HYGEA, à dater du 02 décembre 2024.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 21 janvier 2025 a acté la désignation de Madame Catherine Houdart, Echevine à Mons, en tant qu'Administratrice au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA en lieu et place de Madame Colette VAN HOORDE.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 28 novembre 2024 a acté la démission de Monsieur Jean-Michel MAES, Conseiller communal à Soignies et Administrateur HYGEA, à dater du 02 décembre 2024.

Considérant que le Conseil d'Administration d'HYGEA du 21 janvier 2025 a acté la désignation de Madame Julie Roisin, Conseillère communale à Soignies, en tant qu'Administratrice au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA en lieu et place de Monsieur Jean-Michel MAES

Assemblée générale extraordinaire :

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la démission d'office des administrateurs ;
- Considérant que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le renouvellement des administrateurs et l'installation du Conseil d'Administration conformément à l'article L1532-2 du CDLD ;

Considérant qu'en date du 20 mai 2025, le Conseil d'Administration a décidé d'inviter les associés communaux et provinciaux à donner mandat impératif à leurs représentants respectifs pour accepter la liste telle que proposée ;

- Considérant que le **troisième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la fixation des rémunérations et jetons de présence attribués aux Président, Vice-Président et administrateurs et aux membres du Comité d'audit dans les limites fixées par l'article L5311-1 (art 23, 2°, du décret) et sur avis du Comité de rémunération du 20 mai 2025 ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 20 mai 2025 a décidé, sur base des recommandations du Comité de rémunération qui s'est réuni le 20 mai 2025, de proposer à l'Assemblée Générale du 26 juin 2025 :

- *de fixer le jeton de présence à 150 € (montant non indexable) ;*
- *de fixer les rémunérations du Président et du Vice-Président comme suit :*

  Président : 17.140,41 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (soit 36.377,09 € à l'index actuel) ;

  Vice-Président : de maintenir la rémunération actuelle, c'est-à-dire 10.712,52 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (22.735,18 € à l'index actuel) dans la mesure où cette rémunération est inférieure au plafond fixé par le CDLD ;
- *d'approuver le remboursement des frais de déplacement des Administrateurs de leur domicile au lieu de réunion.*
- *d'acter le fait que suite à l'augmentation du score d'Hygea, passant de 2,75 à 3, les nouvelles rémunérations du président et du vice-président devront être à l'ordre du jour d'un prochain Comité de rémunération, préalable à l'Assemblée Générale du 18 décembre prochain.*
- Considérant que le **quatrième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du contenu minimum du ROI ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 20 mai 2025 a approuvé le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau Exécutif et a décidé de le soumettre à l'Assemblée Générale du 26 juin 2025 pour approbation du contenu minimum.

Après en avoir délibéré en séance publique ;

A l'unanimité;

DECIDE:

POUR L'AG ORDINAIRE :

Article 1 (point 1) :

- ***d'approuver le rapport d'activités HYGEA 2024.***

Article 2 (points 2, 3, 4, 5 et 6) :

- ***d'approuver les comptes 2024, le rapport de gestion 2024 et ses annexes.***

Article 3 (point 7) :

- *d'approuver l'affectation du résultat proposée par le Conseil d'Administration.*

Article 4 (point 8) :

- *de donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2024.*

Article 5 (point 9) :

- *de donner décharge au Commissaire pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2024.*

Article 6 (point 10) :

- *de marquer accord sur la désignation du réviseur d'entreprises (RSM Interaudit SRL) en qualité de commissaire pour les années comptables 2025, 2026 et 2027, qui sera soumise à l'approbation de l'Autorité de Tutelle.*

Article 7 (point 11) :

- *D'approuver les modifications relatives à la composition du Conseil d'Administration, à savoir :*
- *de désigner à dater du 3 décembre 2024, lendemain des séances d'installation des Conseils communaux, Monsieur Giuseppe SCINTA, domicilié rue Garcia Lorca, 121 à 7340 Colfontaine, en remplacement de Monsieur Michael CHEVALIER, domicilié Chaussée de la Cour 90 à 7340 Colfontaine en qualité d'Administrateur et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale de renouvellement le 26 juin 2025 ;*
- *de désigner à dater du 3 décembre 2024, lendemain des séances d'installation des Conseils communaux, Madame Gaëlle PISTONE, domiciliée rue des Montavaux 86 à 7080 Frameries en remplacement de Monsieur Philippe DEBAISIEUX, domicilié Rue J.B. Descamps, 19 à 7080 Frameries, en qualité d'Administratrice et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale de renouvellement le 26 juin 2025 ;*
- *de désigner à dater du 3 décembre 2024, lendemain des séances d'installation des Conseils communaux, Monsieur François DUVEILLER, domicilié Place d'Hautrage 42 à 7334 Hautrage en remplacement de Monsieur Michel DOYEN, domicilié Rue Jean Lenoir, 21, à 7332 Sirault, en qualité d'Administrateur et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale de renouvellement le 26 juin 2025 ;*
- *de désigner à dater du 21 janvier 2025 Monsieur Xavier DUPONT, domicilié rue des 7 Douleurs 3 à 7190 Ecaussinnes en remplacement de Monsieur Joris DURIGNEUX, domicilié rue Sainte-Catherine 109 à 7370 Dour en qualité d'Administrateur et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale de renouvellement le 26 juin 2025 ;*
- *de désigner à dater du 21 janvier 2025 Madame Catherine HOUDART, domiciliée rue de la Ferme Lacroix 12 à 7031 Villers-Saint-Ghislain (Mons), en remplacement de Madame Colette VAN HOORDE, domiciliée rue Antoine Clesse 18 à 7000 Mons en qualité d'Administratrice et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale de renouvellement le 26 juin 2025 ;*
- *de désigner à dater du 21 janvier 2025 Madame Julie ROISIN, domiciliée Place de Thieusies 16 à 7061 Thieusies, en remplacement de Monsieur Jean-Michel MAES, domicilié rue de la Saisinne 69 à 7061 Soignies en qualité d'Administratrice et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale de renouvellement le 26 juin 2025 ;*

POUR AG EXTRAORDINAIRE:

Article 8 (point 1) :

- *de prendre acte de la démission d'office de tous les administrateurs à dater du 26 juin 2025.*

Article 9 (point 2) :

- *de désigner les 20 administrateurs de l'intercommunale HYGEA selon la clé d'Hondt établie sur base des résultats des élections de 2024 ;*

Article 10 (point 3) :

- *de fixer le jeton de présence à 150 € (montant non indexable) ;*
- *de fixer les rémunérations du Président et du Vice-Président comme suit :*

  Président : 17.140,41 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (soit 36.377,09 € à l'index actuel) ;

  Vice-Président : de maintenir la rémunération actuelle, c'est-à-dire 10.712,52 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (22.735,18 € à l'index actuel) dans la mesure où cette rémunération est inférieure au plafond fixé par le CDLD ;
- *d'approuver le remboursement des frais de déplacement des Administrateurs de leur domicile au lieu de réunion.*
- *d'acter le fait que suite à l'augmentation du score d'Hygea, passant de 2,75 à 3, les nouvelles rémunérations du président et du vice-président devront être à l'ordre du jour d'un prochain Comité de rémunération, préalable à l'Assemblée Générale du 18 décembre prochain.*

Article 11 (point 4) :

- *d'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau exécutif, qui reprend le contenu minimum fixé conformément aux dispositions ci-dessus et qui serait applicable aux organes de gestion une fois celui-ci approuvé par chacun d'eux.*

16. CENEO - AG ordinaire du 27 juin 2025

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Considérant l'affiliation de la Ville à CENEO ;
Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que l'Administration communale doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;
Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Administration communale à l'Assemblée générale ordinaire de CENEO du 27 juin 2025 ;
Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;
Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de CENEO ;
Considérant que le Conseil doit se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;
Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de CENEO ;
Considérant l'ordre du jour suivant:
- Rapport de gestion du Conseil d'administration et du Collège des contrôleurs aux comptes;
- Rapport annuel de rémunérations du Conseil d'administration;
- Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2024 - Approbation;
- Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2024;

- Décharge à donner aux membres de Collège des Contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2024;
- Augmentation de la prise de participation en W^3 Energy;
- Dissolution de la société en nom collectif IPFW - Prise de retrait;
- Nomination d'un réviseur d'entreprise pour une période de trois ans;
- Renouvellement de la composition des organes de gestions;

Après en avoir délibéré en séance publique ;
A l'unanimité,
DECIDE :
Article 1 :
D'approuver tous les points présentés en vue de l'AG du 27 juin 2025.
Article 2 :
De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.
Article 3 :
De charger le Collège de veiller à l'exécution de la présente délibération
Article 4 :
Une copie de la présente délibération sera transmise :
- A CENEO, Boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi, pour le 27/06/2024 au plus tard.
- Au Ministre des Pouvoirs Locaux.

17. IGRETEC - AG du 26 juin 2025

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu l'affiliation de la Ville à l'intercommunale IGRETEC ;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Considérant que la Ville doit être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués et que ceux-ci ont été désignés le 17 mars 2025 ;
Considérant donc qu'il convient de définir le mandat qui sera confié à ces délégués représentant notre commune à l'A.G. ordinaire d'IGRETEC du 26 juin 2025 ;
Considérant que le Conseil doit se prononcer sur tous les points à l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;
Considérant l'ordre du jour suivant:

1. Affiliations/Administrateurs ;
2. Comptes annuels statutaires arrêtés au 31/12/2024 – Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2024- Rapport de gestion du Conseil d'Administration – Rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes - Rapport spécifique du Conseil d'Administration sur les prises de participations ;
3. Approbation des comptes annuels statutaires arrêtés au 31/12/2024 ;
4. Approbation du rapport du Conseil d'Administration au sens de l'article L6421-1 du CDLD ;
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2024 ;
6. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2024 ;
7. Désignation d'un réviseur pour 3 ans;
8. Renouvellement de la composition des organes de gestion;

Après en avoir délibéré en séance publique;
A l'unanimité ;

DECIDE :
Article 1 :
D'approuver l'ordre du jour presenté en vue de l'AG du 26 juin 2025.
Article 2 :
De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.
Article 3 :
De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.
Article 4 :
De transmettre copie de la présente délibération à l'intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1 - 6000 Charleroi.

POINTS DEPOSES PAR LA MINORITE

18. Soutien à Antenne Centre Télévision, média de proximité de notre région du Centre

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu l'article L1122-24 §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'article 12 §1 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Considérant que :

1. Les réformes du paysage audiovisuel envisagées par la Ministre des médias risquent d'affaiblir la diversité médiatique, notamment en visant à réduire le nombre de médias de proximité dans la province de Hainaut de 4 à 2 entités;
2. Ces réformes pourraient entraîner la disparition ou la fusion de notre Média de proximité « Antenne Centre » ;
3. Les médias de proximité, par leur ancrage local et leur connaissance des réalités des territoires, jouent un rôle essentiel dans l'accès à une information locale, fiable et de qualité ;
4. Ces médias représentent un vecteur d'émancipation, d'éducation aux médias, et de renforcement de l'esprit critique des citoyens ;
5. La concentration des médias, tant au niveau régional que national et international, menace le pluralisme de l'information et conduit à une uniformisation des récits, au détriment des enjeux locaux ;

Considérant la proposition suivante de Horizons Citoyens :
"De demander au Conseil de prendre les décisions suivantes :
Article 1 :
Le Conseil communal du Roeulx réaffirme son soutien à Antenne Centre, média de proximité au service des citoyens de notre Ville et de la région du Centre, reconnaît leur rôle indispensable dans la vitalité démocratique et dans la garantie d'un accès à une information fiable, locale et de qualité.
Article 2 :
Le Conseil communal du Roeulx demande au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Ministre des médias, Madame Jacqueline Galant de reconsidérer ses réformes, de veiller à préserver et renforcer le pluralisme du paysage médiatique, en empêchant une concentration excessive des médias et en soutenant la diversité des sources d'information locales dont Antenne Centre.
Article 3 :
Le Conseil communal du Roeulx demande la mise en place d'une concertation approfondie avec les acteurs du secteur pour garantir la qualité et l'efficacité avant toute réforme du paysage audiovisuel local.

Article 4:
Le Conseil communal du Roeulx encourage les pouvoirs locaux à renforcer leur soutien aux médias de proximité dans le cadre de leurs compétences, notamment à travers des initiatives locales visant à valoriser l'information de proximité et à soutenir les initiatives culturelles et journalistiques locales.
Article 5 :
Le Conseil communal du Roeulx invite les autres communes de la Fédération Wallonie-Bruxelles à adopter cette motion et à manifester leur soutien aux médias de proximité, dans un esprit de solidarité démocratique, de préservation du pluralisme et de défense de l'indépendance journalistique."

Considérant que le groupe IC rappelle le soutien accordé à Antenne Centre;
Considérant qu'une réforme est en cours en vue de rationaliser les coûts, et réduire le financement public dans les télévisions locales ;
Considérant que le groupe IC propose de travailler à une motion commune pour soutenir ACTV tout en intégrant les enjeux de modernisation du secteur ;
Considérant que le groupe Horizons Citoyens ne souhaite pas revoir sa motion;
Considérant qu'une concertation entre les télévisions locales et la Ministre est en cours;
Après en avoir délibéré en séance publique;
Par 13 voix "contre" la motion de IC,
Par 6 voix "pour" la motion de Horizons Citoyens,
DECIDE :
Article unique :
De rejeter la motion proposée.

19. Motion pour organiser une consultation citoyenne sur la sécurité routière dans l'entité

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu l'article L1122-24 §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'article 12 §1 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Considérant que la sécurité des citoyens doit rester une priorité majeure ;
Considérant l'inquiétude et le mécontentement croissants de la population ;
Considérant qu'il serait pertinent de développer ce point dans le plan stratégique transversal à construire prochainement,
Considérant la motion suivante de Horizons Citoyens qui demande au Collège communal :

- *"D'organiser une consultation en ligne afin de collecter les idées, avis, remarques de la population*
- *De réunir des personnes volontaires afin d'identifier les zones critiques, de débattre sur les pistes d'amélioration de la sécurité routière dans l'entité rhodienne et de proposer les aménagements nécessaires,"*

Considérant que le groupe IC souhaite impliquer les citoyens dans la réflexion sur la sécurité routière par le biais d'une consultation en ligne ;
Considérant qu'il faudra déterminer "les personnes volontaires" qui feront part à ce projet;
Considérant qu'il faudra veiller à ce que les problématiques traitées soient d'intérêt général et non à la faveur des intérêts particuliers;
Considérant que la proposition mérite d'être analysée afin de structurer les demandes citoyennes pour améliorer la sécurité routière ;

Après en avoir délibéré en séance publique,
A l'unanimité,
DECIDE :
Article unique :
D'amender la motion proposée.

20. Rénovation urbaine : informations aux citoyens

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu l'article L1122-24 §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'article 12 §1 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Considérant la mise en place de déviations liées aux travaux de la rénovation urbaine
Considérant l'évolution des chantiers
Considérant l'adaptation des déviations en fonction de l'évolution des chantiers
Considérant que les déplacements des citoyens sont impactés par ces changements
Considérant la motion suivante de Horizons Citoyens qui demande au Collège Communal :

- *"d'organiser des réunions périodiques à chaque modification importante des travaux et déviations,*
- *d'en informer par courrier les personnes concernées*
- *d'en informer tous les citoyens via la page FB et le site de la Ville"*

Considérant que ce qui est demandé est déjà mis en œuvre et appliqué ;
Après en avoir délibéré en séance publique,
Par 13 voix "contre" la motion de IC,
Par 6 voix "pour" la motion de Horizons Citoyens,
DECIDE:
Article unique :
De rejeter la motion proposée.

21. Motion « demandeurs d'emploi exclus du chômage »

Le Conseil communal siégeant en séance publique,
Vu l'article L1122-24 §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'article 12 §1 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Vu les prévisions du Gouvernement Fédéral qui estime qu'un tiers des personnes qui seront exclues du chômage vont se tourner vers le CPAS ;
Vu le récent accord trouvé au Gouvernement Fédéral concernant une première somme de 234 millions (qui pourrait être revue) ;
Vu la volonté affichée du Gouvernement Fédéral de subsidier les CPAS en fonction du taux de remise à l'emploi ;
Vu la nécessité d'anticiper les répercussions financières et organisationnelles de cette réforme ;
Étant donné que la première vague de chômeurs exclus arrivera très rapidement (dans un peu plus de 6 mois) ;
Considérant la motion suivante déposée par Horizons Citoyens qui demande au Collège communal ·
"Article 1: de calculer les répercussions financières qu'aura cette réforme
Article 2: d'étudier toutes les pistes de partenariats pour la remise à l'emploi (entreprises, FOREM, ALE, .) et de présenter un rapport au Conseil Communal, au plus tard en décembre 2025"

Considérant que le groupe IC partage les inquiétudes avancées;
Considérant que la discussion a déjà eu lieu au sein du CPAS;
Considérant que les initiatives de remise à l'emploi font partie d'une compétence régionale, et que les organismes compétents font face à la situation;
Considérant que le groupe IC restera attentif à évolution de la situation;
Après en avoir délibéré en séance publique,
Par 13 voix "contre" la motion de IC,
Par 6 voix "pour" la motion de Horizons Citoyens,
DECIDE:
Article unique :
De rejeter la motion proposée.

22. Questions orales d'actualité

Le Conseil communal siégeant en séance publique,

1. Questions de Madame la conseillère V. Drugmand

Nous avions déjà soulevé la problématique du rodéo urbain notamment aux abords de l'ascenseur de Strépy-Thieu lors d'un conseil communal précédant.
Ayant été récemment interpellée par des riverains pour signaler que malheureusement ce phénomène était toujours récurrent, ces derniers me demandaient si l'installation de casses-vitesse était une solution envisageable?
Pourrait-on envisager d'envoyer un courrier au SPW pour demander une analyse de la faisabilité d'une action plus concrète comme celle-ci?

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
Merci pour votre question et votre suggestion.
Un contact a bien été pris avec le directeur des voies hydrauliques afin de relayer cette proposition. Cela étant, il apparaît que des dispositifs dissuasifs sur la voirie aux abords de l'ascenseur de Strépy-Thieu ont déjà été envisagés par le passé, dans le cadre d'échanges entre les autorités communales et la police de la Haute Senne. Les dispositifs que vous mentionnez dans votre courriel avaient, à l'époque, été écartés.
Cela dit, une réunion avec le SPW sera prochainement organisée afin d'examiner les pistes les plus appropriées, en tenant compte des spécificités locales, des contraintes techniques et des réglementations en vigueur sur ce site particulier.

2. Questions de Monsieur le conseiller G. Bombart

Question 1: Projet : Rues d'Houdeng,Trieu à la Bergeole et Courte.

- Le cahier des charges n'a pas été respecté. Les zones de parking prévues en pavés ont été remplacées par du béton. La partie rue d'Houdeng, le tarmac a été remplacé par du béton.
- La date de réception provisoire ou définitive des travaux a-t-elle été fixée ?
- Le plateau traversant (=quartier résidentiel = vitesse limitée à 20 km /h) pose un problème au point sécurité et dégâts à certains types de véhicules. Quid des responsabilités ? Envisagez-vous de le modifier ? Si, oui qui va supporter le coût de la transformation ? Qui va assurer les travaux ?
- De plus, on peut remarquer que la partie bétonnée de la rue d'Houdeng présente plusieurs fissures. S'agit-il d'un défaut dans la construction ?
- Après 7 avenants aux travaux prévus, pourriez-vous nous présenter un bilan financier ?

Monsieur l'échevin Damien Sauvage répond :
Monsieur le conseiller,
Je suis surpris par votre question, car notre cheffe du service travaux vous a fourni toutes les informations techniques la semaine dernière. Elle vous a expliqué les raisons techniques du remplacement de certaines portions de voirie en béton plutôt qu'en asphalte. Le changement de revêtement pour des raisons techniques ne constitue pas une violation du cahier des charges.
La réception provisoire des travaux a été réalisée en présence du SPW pouvoir subsidiant, permettant ainsi l'ouverture de la voirie. En ce qui concerne les deux fissures apparues dans le béton après séchage, ce qui arrive, une intervention de l'entreprise est prévue.
Pour ce qui est de l'entrée du plateau, la bordure sera modifiée. Nous attendons actuellement le retour de l'entreprise. Entre-temps, une bordure temporaire sera mise en place.
En ce qui concerne les six avenants, vous avez déjà reçu les explications nécessaires. Le bilan financier du chantier aura lieu lors de la réception définitive.

Question 2 : Dysfonctionnement des appareils « BATOPIN ».
Les appareils sont très souvent hors-service encore ce lundi 23.06.25, ce mardi 24.06.25 idem lors des dernières soumonces.
Avez-vous prévenu Batopin de ces trop nombreux dysfonctionnements ?
Cela est de la prérogative des Bourgmestres. De même, avez-vous transmis les dates des différentes activités importantes de notre Ville à Batopin afin d'attirer leur attention et qu'il veille ainsi à régler ces dysfonctionnements lors d'événements?

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
La liste des festivités a été transmise en date du 14 mai à Batopin.
Le réassort des machines est prévu en fonction de leur capacité.
Les informations ont été demandées et un rappel a été effectué dans le cadre de l'organisation du carnaval.

3. Questions de Madame la conseillère P. Marbaix
Question 1: Coupure d'eau
Des perturbations sur le réseau de distribution d'eau ont été signalées à Mignault et gérées par la SWDE, les 16 et 26 mai derniers.
Mes interrogations :

- Qu'est-il prévu en termes de communication aux citoyens dans de telles situations d'urgence : fuites, coupures et donc risque de manque d'eau ?
- Quelles mesures sont ou seraient prises dans le cadre de période de chaleur et tout particulièrement comme aide et soutien aux aînés et autres personnes fragilisées ? Des procédures de distribution d'eau sont-elles envisagées ?

Monsieur l'échevin Damien Sauvage répond :
Merci pour votre question, Madame la Conseillère.
Lors d'une coupure d'eau de courte durée, la Ville n'est pas directement informée par la SWDE. C'est la SWDE qui informe ses clients de la coupure et de sa durée. Si l'incident se prolonge, la Ville est alors informée et la SWDE organise des lieux de distribution d'eau.

Question 2: Dépôts sauvages
La problématique des dépôts sauvages reste récurrente. Preuve en est à la rue de Savoie aux alentours des bulles à verres. Et cela n'est pas nouveau !

Mes interrogations :

- Les caméras installées dans un but de surveillance et d'identification des responsables sont-elles exploitées ?
- Pour quelles raisons cette gestion dure-t-elle si longtemps ?
- Signalez-vous à Hygéa quand les bulles sont pleines pour permettre aux personnes d'utiliser les bulles comme il se doit ?
- Quand le ramassage de ces dépôts sauvages est-il prévu ?

Monsieur l'échevin Damien Sauvage répond:
Les caméras fonctionnent et sont utilisées aux fins répressives.

4. Questions de Madame la conseillère P. Graceffa

Question 1: Rénovation urbaine – Indemnités

Suite aux travaux de la rénovation urbaine et la fermeture du carrefour Chaussée de Mons / rues de l'Hôtel de Ville et de la Renardise, il y a-t-il eu des démarches qui ont été effectuées auprès de Wallenco afin que les commerces subissant une des 3 entraves (pietonne, parking privé et places ,...) puissent bénéficier des indemnités données en cas de travaux impactant les activités.

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
Oui, un accompagnement a bien été assuré auprès des commerces concernés. Toutefois, la demande d'indemnisation doit être introduite directement par les commerçants eux-mêmes, la Ville ne pouvant effectuer cette démarche à leur place.
Nous avons également interpellé le Ministre compétent suite au refus d'indemnisation dont certains commerces ont fait l'objet. Sa réponse mentionne que :

- *14 dossiers reçus ;*
- *7 refusés car aucune entrave constatée à l'accès au commerce. Selon l'analyse des services, 5 dossiers refusés aux motifs que les travaux n'ont pas lieu sur les artères des commerçants, mais sur une place à proximité. 2 refus pour dossiers incomplets ;*

Nous avions envisagé la possibilité d'un recours par la Ville contre le refus d'indemnisation. Cependant, cela n'est pas possible.

Question 2: Suivi réunion citoyenne sur la sécurité : protégeons-nous ensemble !

Suite à la réunion qui s'est déroulée le 3 juin basé sur la prévention. Quel suivi comptez-vous donner (rencontre, information,) ?
Concrètement pouvez-vous nous dire au niveau communal quelles mesures comptez-vous mettre en place afin d'augmenter la sécurité des citoyens et que Le Roeulx soit encore plus sûre ?

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
Merci pour votre question, qui touche un enjeu essentiel de sécurité.
Depuis la réunion du 3 juin axée sur la prévention, plusieurs actions concrètes ont déjà été enclenchées. Des informations ont été diffusées dans le bulletin communal, et un rappel sera publié sur notre page Facebook au début des vacances pour inviter les citoyens à signaler leur absence à la police locale, dans le cadre des rondes de surveillance.
Par ailleurs, notre zone de police vient de désigner un nouveau chef de corps lors du dernier conseil de police. Nous comptons travailler avec l'équipe locale pour développer de nouvelles initiatives.

Nous avons également la volonté de mettre en place un partenariat local de prévention, comme cela se fait dans d'autres communes. Ce type de dispositif permet non seulement d'impliquer les citoyens dans la réflexion sur leur propre sécurité, mais aussi de fédérer les acteurs locaux autour d'actions concrètes.

5. Questions de Monsieur le conseiller G. Lucas

Question 1: Réunion avec autres communes

Dans le PV du Collège du 09/04, il est fait mention d'une réunion avec les représentants de la Ville de Soignies concernant la mobilité. Cette réunion était programmée le 12 juin. Nous aimerions savoir ce qu'il est ressorti de cette réunion et quel était l'objet exact de cette réunion. Par ailleurs, mon collègue Lenny Ferretti vous avait posé une question écrite à ce sujet à laquelle vous aviez répondu qu'une réunion était également prévue avec Ecaussinnes. Mêmes questions que pour Soignies. Qu'en est-il ressorti et quel était l'objet exact de cette réunion ?

Nous aimerions également savoir si d'autres réunions sont prévues avec des communes voisines pour explorer des possibilités de collaboration (mobilité, sécurité, évènements, ...).

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:

La réunion prévue le 12 juin a été déprogrammée et devra être refixée. Pour Ecaussinnes une date a été proposée début août et doit être confirmée.

Question 2: ALE

Ce lundi avait lieu les réunions de l'Assemblée Générale et de l'Organe d'Administration de l'ASBL Agence Locale de l'Emploi.

Lors de la réunion de l'AG, nous avons pu nommer les 12 administrateurs, après quelques mises au point sur le fonctionnement déficient de ces 12 dernières années.

Nous avons, par exemple, dû constater que les statuts de l'ASBL n'avaient pas été mis à jour, alors que c'était une obligation légale pour le 1er janvier 2024, exposant ainsi personnellement les administrateurs à des sanctions et même des poursuites judiciaires, en cas de problème.

L'ancien président a affirmé qu'il avait convoqué des réunions, mais qu'il n'y avait pas le quorum pour prendre des décisions. Outre le fait que l'organisation d'une seconde réunion réglait le problème du quorum, il s'avère qu'un ancien administrateur présent lundi m'a confirmé n'avoir jamais reçu de convocation et que deux représentants de la commune de la mandature précédente m'ont également dit n'avoir reçu aucune convocation. Nous sommes donc manifestement confronté à des mensonges pour essayer de se sortir d'une situation peu glorieuse.

Par ailleurs, nous n'avons pu que constater que l'antenne ALE du Roeulx ne fonctionne pas par manque d'implication des membres de l'Assemblée Générale et surtout de l'Organe d'Administration (pas de pub, pas de formation, pas de communication, pas de synergies, ...). C'est une information à confirmer, mais il semblerait pourtant que le CPAS soit demandeur de travailleurs ALE. Il y a actuellement 4 personnes qui sont actives, grâce à l'ALE, alors qu'à Manage, par exemple, il y en a plus de 90. D'autres antennes comme Seneffe, par exemple, semblent très bien fonctionner. Ce n'est donc pas une question de couleur politique, mais bien de volonté politique.

Vous nous demandez d'être constructifs, nous allons donc vous prouver que nous le sommes. Nous sommes prêts à reprendre la présidence de cette ASBL et à la faire fonctionner. Il est effectivement très important, dans le cadre de réforme sur le droit au chômage, que toutes les initiatives de remise à l'emploi soient activées, d'autant plus que les communes seront

subsidiées en fonction du pourcentage de remise à l'emploi. C'est en tout cas ce qui semble être actuellement prévu.
Vos représentants ayant quitté la réunion de l'Organe d'Administration et n'ayant, par ailleurs, pas manifesté leur intention d'être candidat à la présidence de cette ASBL, mon collègue Lenny Ferretti est le seul candidat à s'être présenté, cela nous semble donc aller de soi que nous reprenions la présidence de cette ASBL.
Nous ne souhaitons pas faire le débat de ce qui s'est passé, lors des mandatures précédentes, mais plutôt aller de l'avant.
Nos questions sont donc les suivantes :

- Comptez-vous, au niveau de la commune, collaborer avec l'ALE pour faire fonctionner cette ASBL au mieux ?
- Même question pour le CPAS

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
Merci pour votre question et pour l'attention portée à l'ALE, dont vous vous souciez aujourd'hui pour la première fois.
Permettez-moi d'abord de souligner que certaines affirmations relèvent malheureusement d'un manque de reconnaissance flagrant envers le travail accompli toutes ces années. Si des dysfonctionnements ont pu exister, il est injuste de jeter le discrédit de manière globale et rétroactive sur celles et ceux qui, dans un contexte parfois peu porteur, ont continué à faire fonctionner cette structure à leur échelle. Vous évoquez une « mauvaise gestion » mais selon mes informations, l'ALE représente un compte de 25.000 €. Ce n'est pas ce que j'appelle une situation peu glorieuse.
Par ailleurs, le fait de pointer du doigt des « mensonges » sans apporter les preuves formelles de ce qui est avancé, contribue davantage à attiser les tensions qu'à construire des solutions. L'esprit de coopération que nous appelons de nos vœux ne peut se fonder que sur la confiance mutuelle, le respect du passé et la reconnaissance de l'engagement de chacun.
Par contre, oui, il y a mensonge lorsque vous dites que le CPAS est intéressé, car selon les informations recueillies, le CPAS n'a jamais fait appel aux travailleurs ALE.
Quant à la proposition soi-disant constructive, nous attendrons de recevoir le PV de la réunion pour se positionner.

6. Questions de Monsieur le conseiller L. Ferretti

Question 1: Ascenseur de Thieu

Madame la Bourgmestre,
Depuis de nombreuses années, des rôdeurs sévissent autour de l'ascenseur de Thieu. C'est devenu un véritable calvaire : un calvaire pour les habitants et un danger pour les touristes.
Ce problème, nous l'avons déjà évoqué dans cette assemblée. À l'époque, nous vous avions proposé l'envoi d'un courrier. Vous en aviez refusé la première version, mais en aviez tout de même envoyé une version amendée. J'avais déjà exprimé mes réserves quant à son utilité, notamment parce qu'il était adressé à une zone de police qui n'est pas directement concernée par la problématique.
Vous vous étiez alors engagée à établir des contacts avec la zone de police compétente. Mais force est de constater qu'aucun progrès concret n'a été réalisé. Ce qui fonctionne dans d'autres communes semble, chez nous, rester lettre morte. Et quand on entend ce que certains membres de votre majorité disent de notre propre zone de police, il n'est pas surprenant que la situation se dégrade. Autre exemple où l'inaction dans votre chef est palpable : pas de policiers aux festivités.

Dans d'autres communes, les Bourgmestres parviennent à mieux se faire entendre Parce que, oui, le Bourgmestre est le premier magistrat de la commune. Et quand l'ordre public est en péril, il a non seulement le droit mais aussi le devoir de demander l'intervention de la police
Ce qu'il ne peut pas faire, en revanche, c'est dicter le détail opérationnel. Mais il peut et doit provoquer une réaction. J'anticipe déjà certaines réponses :
"Oui, mais il faut les surprendre", "Oui, mais on ne sait pas quand ils viennent..."
Il apparaît qu'une partie de la solution réside dans le déploiement de policiers en civil, comme c'est le cas dans d'autres communes. Ce mode d'intervention permet non seulement de surprendre les rôdeurs, mais aussi d'agir de manière discrète et ciblée, notamment le soir et le week-end, moments privilégiés de leurs apparitions.
De plus, des caméras sont installées à l'ascenseur, ce qui offre la possibilité d'identifier précisément les auteurs des incivilités et d'agir pour sanctionner leurs agissements. Ce dispositif, combiné notamment à l'intervention de policiers en civil, permettrait d'instaurer un dispositif de contrôle strict et dissuasif, ayant déjà fait ses preuves ailleurs.
À Bastogne, courant du mois de mai, le Bourgmestre et la police ont démontré qu'une action concertée permettait d'intervenir fermement : des personnes interpellées, des véhicules saisis. C'est la preuve qu'avec la volonté politique, les moyens adéquats et une organisation rigoureuse, la situation peut être maîtrisée.
À un moment donné, seul le répressif fonctionne !
Ma question est donc la suivante :
Que comptez-vous faire ? Quand comptez-vous agir ? Et quels sont précisément les contacts que vous avez établis avec la zone de police compétente pour permettre une intervention efficace ?

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
Je suis heurtée par vos propos, qui traduisent une méconnaissance du fonctionnement réel d'une administration communale.
La zone de police est bel et bien mobilisée lors de nombreuses festivités locales, comme le Comptoir Rhodien ou le Carnaval de Mignault. Pour les grands événements, des agents sont même présents en tenue civile, afin d'assurer une surveillance discrète et efficace.
Mettre en place une présence civile permanente et généralisée, comme vous le suggérez, n'est ni stratégique ni réaliste : il est impensable de mobiliser des policiers en civil en repérage pendant de longues heures, où il n'y aura peut-être aucun incident signalé. Ce serait un coût énorme pour la zone de police, sans plus-value concrète.
Vous semblez insinuer que la police ne fait rien. C'est inexact. De nombreuses interventions ont lieu, et les faits signalés sont pris en compte.
Concernant les infrastructures relevant du SPW, une réunion est programmée.

Question 2: Communication feu d'artifice / stationnement
Madame la Bourgmestre,
Le 18 juin, un courrier a été adressé aux riverains concernant le feu d'artifice prévu ce dimanche 29 juin, dans le cadre du carnaval. Ce courrier a suscité de nombreuses inquiétudes parmi les citoyens — et c'est compréhensible.
Quand on lit ce qui y est écrit, on nous demande non seulement de rentrer les animaux, mais aussi tout objet inflammable, et de fermer les fenêtres Ce sont des recommandations classiques, certes, dans le cadre d'un feu d'artifice, mais la manière dont elles ont été formulées pose problème.

Il semble que vous ayez simplement repris les indications de l'artificier, sans les contextualiser ni les expliquer clairement. Résultat : ce qui aurait pu être compris comme de simples mesures de précaution a été perçu comme un signal d'alerte inquiétant.
Pourquoi ne pas avoir pris le temps d'expliquer ces recommandations de façon plus pédagogique ? Cela aurait grandement apaisé les craintes.
Deuxième point : le stationnement. Dans votre ordonnance de police datée du 11 juin, vous interdisez le stationnement entre 22h et 00:00 le dimanche 29 juin rue d'Houdeng, entre les numéros 28 et 68, ainsi qu'en face du giratoire du centre culturel. Or, aucune communication claire n'a été faite à ce sujet, alors que l'endroit est stratégique, notamment en termes de circulation et d'accessibilité pour les riverains.
Enfin, une question de fond : pourquoi continuez-vous à prendre des ordonnances de police sans les faire ratifier par le conseil communal, comme le prévoit la loi ? Et pourquoi, en plus, vous basez-vous systématiquement sur des articles inadaptés de la NLC ? Cela pose un vrai problème de légalité.
Je vous demande donc :

- Pourquoi ces mesures n'ont-elles pas été mieux expliquées ?
- Pourquoi cette absence de communication sur des restrictions importantes comme le stationnement ?
- Et surtout, pourquoi persister dans une méthode juridique douteuse en ne respectant pas les règles de ratification des ordonnances par le conseil communal ?

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
Merci pour votre question, même si elle repose une fois de plus sur une remise en cause un peu systématique – et injuste – du travail rigoureux mené par nos services.
Tout d'abord, concernant la communication relative au feu d'artifice, je tiens à préciser que celle-ci a été relue, validée, et diffusée selon les règles : via une ordonnance de police, distribués toutes-boîtes et relayée sur nos canaux numériques.
Les recommandations reprises dans le courrier proviennent directement de l'artificier professionnel en charge du tir. Il s'agit là de mesures de sécurité tout à fait classiques, appliquées partout où des spectacles pyrotechniques ont lieu.
Concernant le stationnement, la communication a été intégrée dans l'ordonnance de police, et les riverains ont été informés. Il est curieux d'exiger une « communication plus claire » alors que l'information a été diffusée par les canaux habituels – les mêmes que pour toutes les autres manifestations communales.
Quant à la remarque juridique : permettez-moi de corriger une confusion assez fondamentale. Les ordonnances de police prises par le Collège communal sont parfaitement légales et ne nécessitent pas de ratification systématique par le conseil communal, contrairement à ce que vous avancez.
Enfin, pour rassurer tout le monde : le feu d'artifice est organisé dans les règles, avec des artificiers professionnels (qui est responsable de la sécurité), un plan de sécurité validé, des réunions préparatoires avec les pompiers, le PlanU, et une surveillance par drone équipé d'une caméra thermique en raison du fait qu'engluer une autopompe dans le périmètre des festivités s'avère inutile, voire, dans certains cas, contre-productif. Bref, tout a été pensé, cadré et sécurisé.

7. Questions de Monsieur le conseiller S. Willems

Question 1:

"Un comité Santé est créé au Roeulx ". Nous considérons le thème comme prioritaire et sommes d'ailleurs déjà intervenus plusieurs fois à ce propos. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce projet et comment concrètement il sera mis en place ?

Monsieur l'échevin Ronny Tournay répond:

Le projet s'articulera autour de trois axes principaux. Le premier axe sera dédié à l'action, où nous mettrons en place des initiatives concrètes pour répondre aux enjeux identifiés. Le deuxième axe concernera le dépistage et la prévention, afin d'anticiper les problématiques et d'informer le public sur les bonnes pratiques.

Enfin, le troisième axe consistera en l'organisation de conférences, qui permettront d'échanger sur ces thématiques et de sensibiliser un plus large public.

Question 2:

L'été est là. Des vagues de chaleurs vont sans doute se succéder. Envisagez-vous de diffuser des conseils de prévention et de protection, principalement à destination des personnes à la santé fragile, des aînés et des sportifs imprudents ?

Monsieur l'échevin Ronny Tournay répond:

Dans l'immédiat, nous invitons les personnes à contacter le CPAS qui a un plan Canicule pour nos aînés.

8. Question de Madame la conseillère M. Cousin

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège communal,
Il y a peu, vous avez communiqué sur la distribution de sacs-poubelles à la population, expliquant que cette mesure faisait suite à l'application stricte par le ministre compétent de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008, imposant un service minimum en matière de gestion des déchets.
Cette décision, bien qu'encadrée légalement, a suscité plusieurs réactions citoyennes – d'autant plus que nous avions justement salué la suppression de cette distribution en 2024, dans un souci de justice et de cohérence budgétaire.
Cependant, plusieurs échos nous parviennent aujourd'hui selon lesquels d'autres communes n'auraient pas repris la distribution de sacs, malgré une réglementation identique, et leurs règlements taxes auraient tout de même été validés par le ministre.
Dès lors, je me permets de vous poser la question suivante :

- La Ville du Roeulx a-t-elle été informée officiellement d'une position du ministre à ce sujet ?
- Et envisagez-vous de demander des explications ou une clarification formelle pour garantir une égalité de traitement entre toutes les communes wallonnes ?

Cette interrogation ne remet pas en cause la bonne foi de la Ville, mais témoigne simplement d'une attente légitime de cohérence et d'équité dans l'application des règles.
Je vous remercie par avance pour votre réponse et pour l'attention portée à cette question partagée par plusieurs citoyennes et citoyens du Roeulx.

Madame la bourgmestre Virginie Kulawik répond:
Effectivement, comme vous le soulignez, notre Ville avait fait le choix en 2024 d'arrêter la distribution de sacs poubelle, en cohérence avec une baisse proportionnelle de la taxe, dans une logique de justice fiscale et de responsabilisation citoyenne
Cependant, à la suite d'un contrôle de légalité strict, nous avons été contraints de réintroduire cette distribution, pour répondre aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif au service minimum. Il ne s'agissait pas d'un choix politique, mais bien d'une mesure imposée pour que notre règlement-taxe puisse être validé.
Cela dit, nous sommes bien conscients que cette situation suscite de l'incompréhension, surtout lorsqu'on apprend que d'autres communes, visiblement soumises à la même règle, ont vu leur propre règlement validé sans distribution de sacs. Cette disparité pose effectivement une question de cohérence.
C'est pourquoi notre député Maxime Daye a interpellé le ministre hier au Parlement à ce sujet. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les explications fournies jusqu'à présent n'ont pas totalement levé le flou autour de cette différence de traitement. Nous suivons donc ce dossier avec attention afin de garantir une égalité de traitement entre toutes les communes wallonnes, quel que soit leur choix antérieur